FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 516 9 €

- PORTRAIT : ANDRÉ BERCOFF (p.1-2,6-7)
- POLITIQUE : (p.3-4)
- LOBBIES : (p.5)
- ÉTRANGER : (p.8-9)
- KIOSQUE : (p.10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Ardern J.	p.5	Kujat H.	p.8
Arestovich A.	p.9	Landré M.	p.10
Attali J.	p.6	Lechevallier A.	p.5
Azalbert X.	p.6	Lecornu S.	p.4
Baerbock A.	p.8	Lenain E.	p.5
Baylet famille.	p.10	Macron E.	p.3
Bercoff A.	p.1	Maréchal M.	p.10
Bruel P.	p.10	Maynard J.	p.10
Coisne-Roquette C.	p.5	McInnes R.	p.5
Cornudet C.	p.10	Meyssan T.	p.2
Coronel J.-L.	p.4	Navon E.	p.5
Crozier M.	p.2	Niel X.	p.10
Darmon G.	p.10	Onfray M.	p.5
Debré J.-L.	p.10	Pavel P.	p.9
Duhamel B.	p.10	Plenel E.	p.10
Epstein J.	p.5	Renault E.	p.10
Eshed H.	p.12	Rice C.	p.9
Ferré P.	p.10	Rupin P.	p.5
Ferry L.	p.5	Salmon B.	p.10
Fischer J.	p.8	Seux D.	p.10
Fressoz F.	p.10	Sitbon M.	p.2
Friedman G.	p.8	Tabard G.	p.10
Garcin J.	p.10	Todd E.	p.4
Gates R.	p.9	Touboul J.	p.10
Goosz Y.	p.10	Scholz O.	p.8
Guendouz O.	p.6	Ventura A.	p.10
Kerry J.	p.12	Wieviorka A.	p.10

PORTRAIT — ANDRÉ BERCOFF

Revendiquant son droit d'être « polymorphe » et son « goût prononcé pour les masques » (*Le Figaro*, 11 juillet 2006), André Bercoff fait figure de véritable « Zelig » du landerneau des médias et de l'édition. Multipliant les pseudonymes (« Philippe de Commines », « Casanova », « Caton », « Philippe Mura ») et les amitiés apparemment contradictoires, son parcours peut paraître déroutant et sa cohérence difficile à cerner, si l'on ne perçoit pas que son rôle d'animateur du sas de décompression du politiquement correct en fait un des principaux « contrôleur de l'opposition ». Comme il l'expliquait il y a déjà trente ans au *Monde*: « Mon rôle est d'empêcher toute dérive. » Pour comprendre ce qu'est la « dérive », il conviendra de retirer à André Bercoff ses différents masques successifs, à savoir celui du « citoyen du monde », d'« Américain », de « libertaire », d'« identitaire », etc. et, ce faisant, en déduire ce qui peut ou ne peut pas être dit, et ainsi, identifier qui fixe les limites.

Le « citoyen du monde »

André Bercoff est né le 12 décembre 1940 à Beyrouth (Liban). « De son enfance à Beyrouth, il garde le sentiment d'être un citoyen du monde » (*Tribune juive*, 2 juin 1993). Il se définit comme « agnostique » (*Tribune juive*, 7 juin 1996) et affirme ne pas faire de sa judéité « un porte-drapeau et encore moins un fonds de commerce » (*Tribune juive*, 11 juin 1998). Il est le fils unique d'**Édouard Bercoff**, juif russe dont le père s'est établi à Paris en 1880, devenu haut fonctionnaire du service des Finances (Douanes) au Haut-Commissariat français au Levant. Son père, André Bercoff le décrit tantôt en « athée pro-israélien » (*Op. Cit.*), tantôt en « bolchevik » : « Il lisait *Démocratie nouvelle*, une revue du Parti. Elle était ouverte sur la table de la cuisine, j'étais enfant, je lisais **Thorez** et **Duclos**. Après je suis passé à **Prévert**, **Sartre** et **Boris Vian** » (*Le Monde*, 14 avril 2017). Il raconte que sa mère, **Elda Ferrera**, femme au foyer, est davantage pratiquante : « L'Espagne-Inquisition et cinq siècles de Constantinople-Istanbul l'ont fait dériver par hasard à Beyrouth ». André Bercoff est le père d'**Aurélie Serfaty-Bercoff** qui a longtemps été attachée de presse chez Actes Sud, la maison d'édition contrôlée par la famille de **Françoise Nyssen**, avant de fonder sa propre agence, Un Livre à soi.

L'Américain

Une partie de la famille d'André Bercoff s'est établie aux États-Unis où son oncle, **Sylvio Ferrera**, a fait carrière au sein de la Bonneville Power Administration, une agence du Département américain de l'énergie, avant de prendre sa retraite à Portland (Oregon). En 2012, à l'âge de 96 ans, ce dernier s'est vu remettre son diplôme de la prestigieuse école d'ingénieur de Toulouse (INP N7) qu'il n'avait pas pu recevoir en 1938 pour des raisons médicales. Réalisée grâce à l'intervention personnelle d'André Bercoff, cette remise de diplôme tardive laisse entrevoir d'importants appuis : « La ministre de l'Enseignement supérieur **Geneviève Fioraso** a fait envoyer un message. La consule générale des États-Unis à Paris, **Lisa Piascik**, a fait le déplacement pour saluer une personnalité qui "symbolise l'Amérique, un homme multiculturel, ambitieux et volontaire qui a su surmonter les obstacles pour réaliser son rêve" » (*AFP*, 12 octobre 2012).

PORTRAIT

Cette branche de la famille maternelle d'**André Bercoff** est très engagée dans la vie juive américaine. Sa tante, **Erma Ferrera,** et sa cousine, **Leslye Epstein**, ont par exemple siégé au conseil d'administration du National Council of Jewish Women, une grosse organisation sise à Washington et se réclamant du « progressisme » et du « féminisme » dans un cadre juif.

C'est aux Ferrera qu'**Ariane Chemin** fait référence quand elle écrit un peu sèchement qu'« en quelques jours, Bercoff, natif de Beyrouth, qui a des cousins dans l'Oregon, s'est mué en spécialiste des États-Unis » (*Le Monde*, 14 avril 2017). À l'époque, André Bercoff s'est positionné en représentant français du « trumpisme », se prévalant de deux rencontres avec **Donald Trump**, une première en 1988 (pour la rédaction de *Mémoires de palaces*, un ouvrage sur les hôtels de grand luxe), puis une seconde, en janvier 2016, pendant sa campagne victorieuse, dont il a tiré *Donald Trump, les raisons de la colère*. S'il réduit le trumpisme au pragmatisme et à l'identitarisme, Bercoff insiste moins sur l'opposition résolue de l'homme d'affaires aux « néocons ». Et pour cause, André Bercoff fut en France un de leurs relais fidèles, estimant par exemple que « Saddam a été renversé, c'est le principal » (*Marianne*, 15 septembre 2003). « C'est un défenseur des deux guerres d'Irak. Et ceux qui ne partagent pas ses vues sont qualifiés de "tiers-mondistes" complices des "Mussolini de la fatwa" ou encore d'"intellocrates rouge-brun-vert" » rappelle *Rue 89* (22 janvier 2012).

Dans son positionnement politique fluctuant et difficile à cerner, André Bercoff se déclare « disciple » de **Michel Crozier** (*Le Figaro*, 11 juillet 2006), sociologue du « phénomène bureaucratique », importateur en France de l'axiome « État moderne, État modeste », issu de la gauche intellectuelle trotskyste devenu un pilier idéologique (avec **Raymond Aron**) de la *Troisième voix française*, après avoir été recruté par le Congrès pour la liberté de la culture, un programme financé et conçu par la CIA comme fer de la lance de la diplomatie culturelle des États-Unis dans l'Europe d'après-guerre. Une référence étrange à un acteur clef du dispositif mondialiste dont on se rappelle qu'il fut, avec **Samuel Huntington** et **Joji Watanuki**, le coauteur de *La Crise de la Démocratie*, le célèbre rapport édité par la Commission Trilatérale en 1975, dénonçant les « excès de la démocratie » et proposant des solutions, notamment technocratiques, pour y remédier…

Le libertaire

Après des débuts à *L'Orient* et à *Jeune Afrique*, la carrière d'André Bercoff est véritablement lancée en 1968 quand **Françoise Giroud** appuie son recrutement à *L'Express*. Au sein du plus antigaulliste et du plus atlantiste des hebdomadaires de la presse française, il se voit confier par **Jean-Jacques Servan-Schreiber**, la rubrique *Vie moderne* : « Il révolutionne les pages société de *L'Express*, on parle enfin des mœurs en toute liberté » (*Le Monde*, 14 avril 2017). Il faut dire que, depuis son installation à Paris en 1966, André Bercoff mène une vie « libertaire et underground » : « Dans les années 1970, il découvre en soixante-huitard attardé le sexe, la Californie, et la culture underground made in Saint-Germain. Dans la foulée, il se roule presque candidement dans la théorisation simplette du porno avec **Sylvia Bourdon**, vedette de films qu'on nomme maintenant pudiquement X. Le succès n'est pas au rendez-vous, mais on prend l'habitude de le voir dans les fêtes obligées de la presse ou de l'édition » (*Le Matin*, 4 décembre 1983). Celui qui, dans les années 1970 et 1980, a roulé sa bosse à *Actuel*, *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *Globe* ou *Playboy*, sera rédacteur en chef du magazine de charme *Lui* en 1984, puis, au début des années 2000, conseiller à la rédaction du magazine érotique *Maximal* et conseiller d'**Olivier Barrot** et de **Thierry Taittinger** lors du lancement de *Senso*, un bimestriel consacré au temps libre des « bobos intelligents ». Longtemps identifié comme un « homme de gauche » proche du situationnisme, il a brièvement collaboré, en 1980, avec **Anton Harstein,** puis avec **Raoul Vaneigem** qui lui a offert la postface de sa *Lettre ouverte à ceux qui ne sont rien et qui veulent être tout* parue en 1992.

La même année, il a lancé Le Parti d'en jouir, un « groupe de pression » se voulant « hédoniste et libertin », installé boulevard Saint-Germain à Paris, regroupant le publicitaire **Jacques Séguéla**, le metteur en scène **Jean-Michel Ribes**, le parolier **Jacques Lanzmann** et le chanteur **Carlos**. À l'époque, Bercoff milite pour la libéralisation de la pornographie, contre l'interdiction du Minitel rose (*Le Monde*, 25 janvier 1992) et pour la légalisation du cannabis (*L'Événement du jeudi*, 1er février 1996), faisant écho aux causes portées par la famille de **Guy Sitbon**, pilier du *Nouvel Observateur* et fondateur des Publications nouvelles, un groupe d'édition de journaux pornographiques et de messageries roses. Avec ce dernier et l'avocat **Jean-Louis Bessis**, André Bercoff a participé au lancement de la télévision pirate *Canal 5* en 1984. Quand le fils de Guy Sitbon, **Michel Sitbon**, prend les rênes de l'affaire familiale et devient trésorier du Réseau Voltaire (et plus tard cofondateur de Cannabis Sans Frontières), André Bercoff s'avère être un de ses principaux relais dans l'audiovisuel public en lançant à la télévision l'animateur du Réseau Voltaire **Thierry Meyssan** sur *France 3* dans le but de réfuter l'amendement Jolibois sur la protection des mineurs (*Français si vous parliez*, 24 janvier 1994). Trente ans plus tard, on note que Thierry Meyssan, passé depuis lors à la critique de l'impérialisme américain, n'a jamais été reçu par André Bercoff sur *Sud Radio*…

Lors de la venue d'André Bercoff au siège du Grand Orient de France, rue Cadet, en janvier 2022, sa planche sur *Débat public et liberté d'expression* (cf. *F&D* 505) fut coorganisée par trois loges du Droit Humain (Maria Deraismes n° 1, Espérance n° 789 à l'Orient de Paris et Les Bâtisseurs du futur n° 1201 à l'Orient de Versailles), obédience maçonnique mixte, dont la réputation de repaire de libertins fait dire aux initiés que « les tenues y sont organisées de cinq à sept »…

Le patron de presse contrarié

Toujours dans cette veine libertaire, il a d'abord tenté, dans les années 1980, de convaincre **Coluche** d'investir dans *La Rumeur,* son projet de journal satirique. Quinze ans plus tard, André Bercoff touchera du doigt ce rêve en rachetant *Hara-Kiri* en 1998 : « On va critiquer le système en le démontant. Au lieu de le contester, on va le saturer, l'embrasser pour mieux l'étouffer. On va expliquer comment faire pour s'enrichir vraiment, pour participer à un tour de table juteux, pour écrire un best-seller, pour lécher utile et relationner efficace » (*Libération*, 7 mars 2000).

(Suite page 6)>>

POLITIQUE

► Pour combien de temps encore? À l'image d'**Hervé Marseille**, le président du groupe centriste au Sénat, chacun s'accorde pour dire que tout cela « va mal finir ». Que l'ambiance en ce début de quinquennat est celle d'une fin de règne, qu'indécrottable procrastinateur, **Emmanuel Macron** a mis un mois pour nommer un gouvernement, que le flottement est permanent, que le temps semble suspendu alors que s'enchaînent les fiascos (finale de la Ligue des champions, crise des carburants, etc.) qui révèlent au monde, à un an des Jeux olympiques de 2024, l'effondrement du pays, cette « faillite absolument générale de la puissance publique » parfaitement décrite sur son blog par le haut fonctionnaire **Maxime Tandonnet**.

✋ Mais, en prenant du recul, cette ambiance crépusculaire n'est pas nouvelle. Elle est même inhérente au macronisme. C'est cette ambiance qui avait précédé la révolte des Gilets jaunes contre un État à la fois déficient et prédateur. La même procrastination avec ce remaniement qui ne venait pas après le départ de **Nicolas Hulot**, les mêmes plongées dans la moiteur du vestiaire des « Bleus », la même suspicion autour des mœurs du couple présidentiel qui s'était répandue dans le sillage de l'affaire Benalla.

► Dans ce qu'il reste de la classe politique, tous se disent que cela ne peut pas durer, que le bout du tunnel finira bien par arriver et qu'il n'y a qu'à attendre que le fruit tombe de l'arbre pour le ramasser. D'autant que depuis l'Élysée, « le grand manipulateur » distille ce message: il n'y en a plus pour longtemps. Cette stratégie d'intox consiste à lancer des scénarios tous azimuts, comme celui laissant penser qu'**Emmanuel Macron** réfléchirait à une démission solennelle à la manière du **général De Gaulle** en 1969, à la suite d'une dissolution ratée ou d'un référendum perdu.

✷ Cette impression de faiblesse et de non-inéluctabilité du pouvoir est consubstantielle à l'*Opération Macron*. Comme quand il s'était agi, en 2014, de faire croire à une reconversion d'**Emmanuel Macron** dans une start-up alors que son arrivée à Bercy était programmée. Où, comme en décembre 2020, quand, Emmanuel Macron avait laissé entendre au média en ligne *Brut* qu'il pourrait ne pas se représenter en 2022… Comme s'il fallait faire croire que la porte reste ouverte, alors qu'en réalité, elle est verrouillée. Mieux, il n'y a pas de porte. Il ne s'agit que d'un trompe-l'œil, Emmanuel Macron étant bel et bien une pièce maîtresse du dispositif mondialiste; celui que **Klaus Schwab** a décrit comme « le guide » (*RTS*, 14 janvier 2018).

► Cette fois, c'est le scénario de la dissolution anticipée que l'Élysée propage. Pensée dès l'été 2021, conçue comme un serpent de mer, l'idée a été distillée lors d'un dîner de la majorité le 28 septembre 2022 avant d'être relayée dans *Le Monde* (1er octobre), dans *Le Point* (« **Emmanuel Macron** a compris […] que c'était fini, que sa succession avait commencé », 13 octobre), puis par l'intéressé sur *France 2* (*L'Événement*, 26 octobre) et enfin en couverture du *JDD* (« la question n'est plus de savoir s'il y aura une dissolution mais quand », 6 novembre).

Georges Malbrunot
@Malbrunot
Analyse d'un service de renseignements français: "En 2023, Macron fera passer la réforme des retraites en recourant au 49-3 puis il dissoudra l'assemblée. Il démissionnerait ensuite, faute de majorité. Ce qui lui permet de se représenter dans la foulée ou au scrutin suivant".
21:41 · 28 nov. 22 · Twitter Web App
1 239 Retweets 273 Tweets cités 1 740 J'aime

✷ Mais il pourrait s'agir d'un écran de fumée, comme l'expliquait dès l'été *Actualité juive* (22 juillet): « Les interlocuteurs d'**Emmanuel Macron** font le constat que cette semi-cohabitation avec le Parlement lui convient en fait puisqu'il peut se montrer au-dessus de la mêlée. […] C'est-à-dire rester au centre du jeu à défaut de fixer le tempo. » D'autant que parallèlement, l'Élysée « est en train de monter une stratégie de communication le présentant en surplomb, dans le camp des vraies gens qui souffrent, tandis qu'à côté de lui ses technos de ministres aviseraient plus ou moins bien » explique un ministre à *L'Express* (12 janvier 2023). Et de poursuivre: « Désormais, sur chaque sujet on vient expliquer qu'il y a eu colère du Président pour tout remettre d'équerre, qu'il est un superhéros à côté des nuls. C'est couillon. Ça marche une fois, deux fois mais les gens ne dissocient jamais trop l'action du gouvernement de celle du Président. »

► En attendant, l'entretien d'un bruit de fond sur la dissolution permet de cliver, de dramatiser le débat et, surtout, de diviser les oppositions en aiguisant les ambitions pour le poste de Premier ministre (**Jordan Bardella** contre **Marine Le Pen**; **François Ruffin** contre **Jean-Luc Mélenchon**) et de faire miroiter aux vestiges de LR un retour aux affaires après une alliance conclue *de facto* (d'**Éric Ciotti** à **Bruno Retailleau** en passant par **Olivier Marleix**) sur le dossier des retraites.

POLITIQUE

Tout en paralysant les oppositions, bercées par l'illusion d'être aux portes du pouvoir, l'Élysée s'est attelé à contrôler les ambitions individuelles au sein de la Macronie en distillant un scénario contradictoire, celui de la configuration **Poutine-Medvedev** (*La Tribune*, 8 octobre), à savoir un intérim 2027-2032 qui serait assuré par un fidèle: **Bruno Le Maire**, **Gérald Darmanin**, **Édouard Philippe** ou même **François Bayrou**.

► Cette référence explicite au poutinisme révèle en substance un des aspects trop peu soulignés de l'*Opération Macron*: une importation en France du modèle Russie unie, mais dans la représentation que s'en fait la caste, c'est-à-dire un système de prédation, de prévarication et de corruption généralisée - où sont passés les conflits d'intérêts et les trafics d'influence d'antan? -, de contrôle total des médias et de réduction au silence des dissidents, désormais incarcérés pour délits d'opinion.

► À la démission imminente et au poutinisme, s'ajoute le chantier de la réforme des institutions avec l'idée du retour au septennat renouvelable. Pour comprendre le sens de ces contradictions apparentes, il faut d'abord se souvenir que la priorité reste de bloquer l'émergence d'un « Trump français » alors que l'espace politique du macronisme se réduit inexorablement, 75% des électeurs ayant adopté aux élections législatives un comportement « protestataire » selon la Fondapol.

De ce constat découle le seul objectif d'**Emmanuel Macron**: se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Et sa cohérence est à aller chercher dans *Le Manifeste de la dernière chance* publié en septembre 2021 par les Gracques, le très macroniste think tank présidé par **Bernard Spitz**, qui planifie une réforme de la Ve République dont « la clé de voûte réside dans la dissociation des mandats du président de la République et des députés » avec un président « désormais élu pour six ans » et une Assemblée nationale « renouvelée tous les trois ans », soit l'organisation de *midterms* à la française ».

Mais, repliée sur elle-même, la caste ne mesure pas l'effondrement de la crédibilité à l'international d'**Emmanuel Macron** désormais obnubilé par le prix Nobel de la paix qui lui a manifestement été promis. D'où son Forum de Paris sur la paix, l'accueil de l'*Océan Viking*, les milliards déversés en Afrique (où il est haï), la volonté de « continuer à parler avec **Vladimir Poutine** » tout en livrant des armes à l'Ukraine, sa réception des Iraniennes à l'Élysée, son discours devant la communauté de Sant'Egidio, etc.

C'est aussi dans cette optique qu'il faut comprendre ce texte, signé en douce par **Sébastien Lecornu** au Pentagone le 30 novembre dernier. Une « déclaration d'intention », passée totalement inaperçue, bourrée de fautes d'orthographe et de syntaxe, qui accélère encore l'abandon de notre souveraineté en matière de défense et de diplomatie ainsi que la vassalisation de la France aux États-Unis.

EN HAUSSE

■ **Emmanuel Todd**. Dans *Le Figaro*, le démographe constate que les Américains sont tombés dans le piège qu'ils avaient eux-mêmes tendus à **Vladimir Poutine**: « La résistance de l'économie russe pousse le système impérial américain vers le précipice. Personne n'avait prévu que l'économie russe tiendrait face à la « puissance économique » de l'OTAN. [...]. Si l'économie russe résistait indéfiniment aux sanctions et parvenait à épuiser l'économie européenne, tandis qu'elle-même subsisterait, adossée à la Chine, les contrôles monétaire et financier américains du monde s'effondreraient, et avec eux la possibilité pour les États-Unis de financer pour rien leur énorme déficit commercial. Cette guerre est donc devenue existentielle pour les États-Unis ».

EN BAISSE

■ **Le Conseil d'État.** Symbole de la partialité idéologique des institutions, le Conseil d'État, saisi par le ministère, a réclamé à l'encontre de **Jean-Luc Coronel**, professeur agrégé d'histoire du droit, qui avait participé à l'évacuation d'étudiants occupant de force l'université de Montpellier en 2018, une peine plus sévère que l'interdiction d'exercer pendant quatre ans, avec privation de son traitement (sanction infligée par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en mars 2022). Alors qu'il ne portait ni arme ni masque, Jean-Luc Coronel s'était vu en outre condamner par le tribunal correctionnel de Montpellier à quatorze mois d'emprisonnement, dont huit avec sursis.

DÉCLARATION CONJOINTE D'INTENTION DE

M. SÉBASTIEN LECORNU
MINISTRE DES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET
DE
M. LLOYD AUSTIN
SECRÉTAIRE À LE DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

4. Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à l'amélioration de notre coopération sur tous les théâtres où nos forces armées sont engagées dans des opérations conjointes, en particulier en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique, dans les Caraïbes, dans la région Indopacifique et le domaine maritime. Nous devons renforcer notre interopérabilité et consolider notre culture stratégique et opérationnelle commune par un échange régulier de personnels visant à rendre plus efficaces nos opérations conjointes. Notre interopérabilité bénéficiera d'un soutien et de consultations mutuelles au cours de l'élaboration de nos programmes capacitaires. Nous entendons poursuivre le développement de l'interopérabilité déjà engagé entre chacune des composantes de nos Armées tant dans ses dimensions opérationnelle que technique, afin de pouvoir mener des opérations conjointes interarmées, y compris dans des conflits de haute intensité. Nous avons l'intention d'améliorer la connectivité entre les capacités des générations actuelles et futures, incluant les systèmes de combat aérien.

17. Les Etats-Unis et la France reconnaissent que l'OTAN et l'Union européenne jouent des rôles complémentaires, cohérents et se renforçant mutuellement au profit de la paix et de la sécurité internationale. Sur le fondement de notre coopération historique, nous nous engageons à renforcer le partenariat stratégique OTAN-Union européenne. Les Etats-Unis reconnaissent la valeur d'une Europe de la défense plus forte et capable qui contribue à la sécurité mondiale et transatlantique, complémentaire et interopérable avec l'OTAN. La France s'engage à fournir un investissement croissant dans l'effort de défense en faveur de la sécurité collective, comme en atteste le renforcement de son dispositif sur le flanc Est.

Conscients des défis pour nos forces armées et des enjeux pour notre relation de défense, nous sommes fiers des projets réalisés au service de nos ambitions stratégiques communes.

Sébastien Lecornu
Ministre des Armées
République française

Loyd J. Austin III
Secrétaire à la Défense
Etats-Unis d'Amérique

LOBBIES

✷ Véritable girouette sur tous les sujets (de **Didier Raoult** aux vaccins Covid-19 en passant par la candidature **Zemmour**), **Michel Onfray**, qui se plaisait jadis à se définir en « descendant de Viking enraciné » (en opposition à son éditeur **Jean-Paul Enthoven**, « juif libéral cosmopolite », *Le Point*, 12 mars 2015), se présente désormais comme suit: « Le judéo-chrétien sans Dieu que je suis ne serait pas ce qu'il est sans le judaïsme. Je ne parle pas d'ascendance génétique juive, bien qu'elle soit avérée dans mon arbre généalogique [sic], mais de pensée » (*Dieu? Le philosophe et le rabbin*, Bouquins, 2022).

► Voie royale. Ancien chef de cabinet du plus qu'influent **Jean-Marc Borello** à la direction du Groupe SOS devenu député LREM de Paris (2017-2022), **Pacôme Rupin** prend la tête de la Fondation Le Refuge (assistance aux LGBT+).

✋ La bataille pour la succession de **Laurent Burelle**, membre éminent du Club des Cent, à la tête de l'Association française des entreprises privées (AFEP) prend la forme d'une bataille de réseaux. D'un côté **Ross McInnes**, franco-australien, président du conseil d'administration de Safran, administrateur d'Engie, d'Eutelsat et de Lectra, nommé coprésident du Comité action publique 2022 par **Édouard Philippe**, fait valoir sa proximité avec l'Élysée. Personnalité du Tout-Paris gay, McInnes a en effet « épousé » **Jérôme Bourreau**, l'ancien directeur informatique de Voyages SNCF, aujourd'hui à la tête d'une société d'intelligence artificielle dans le secteur de la santé (Anamnèse) opérant en liaison avec le Groupe SOS de **Jean-Marc Borello**. Lui opposant son statut de femme, sa rivale, **Marie-Christine Coisne-Roquette**, est PDG de la SONEPAR, l'empire de la distribution de matériel électrique dont elle a hérité (elle vient de perdre son père, **Henri Coisne**). Membre du club Le Siècle, vice-présidente du MEDEF International, administratrice de TotalEnergies, cette mère de quatre enfants participe aux bonnes oeuvres d'**Henri de Castries**.

✷ Après l'ubris des dernières années, le Forum de Davos fait profil bas. Dans un contexte de chute du mondialisme, aucun chef d'État de premier plan ne s'y est rendu et, comme un symbole, l'égérie du *Great Reset*, le Premier ministre néo-zélandais **Jacinda Ardern** (dont le « genre » avait suscité l'interrogation) a annoncé sa démission pendant le sommet.

► **Emmanuel Navon**, professeur au Collège de Sécurité Nationale de Tsahal, prend la présidence de l'European Leadership Network (ELNET), le lobby sécuritaire israélien qui tiendra son grand raout annuel à Paris du 8 au 10 mai prochain.

► Le *Plan 2023-2026* de « lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations » présenté par le Premier ministre **Élisabeth Borne** à l'Institut du monde arabe prévoit notamment l'émission de « mandats d'arrêt » en cas de « condamnations à caractère raciste ou antisémite » ou de « contestation de crime contre l'humanité » pour permettre l'exécution des peines « lorsque les auteurs condamnés pensent y échapper en fuyant à l'étranger ».

✷ Invité à s'expliquer sur *Fox News* sur le sort réservé au procureur général des îles Vierges américaines **Denise George**, limogée quatre jours après avoir lancé des poursuites contre JPMorgan Chase (elle accusait la banque d'avoir « sciemment facilité, soutenu et dissimulé le réseau de traite d'êtres humains de **Jeffrey Epstein** »), le porte-parole du bureau du gouverneur, visiblement gêné, a bredouillé: « Je ne suis pas libre de discuter de détails. […] Je ne peux que confirmer que les reportages des médias donnant le procès JP Morgan comme cause [de son limogeage] ne sont pas tout à fait exacts [sic]. J'espère que vous comprenez ».

► Le ministère des Affaires étrangères vient de mettre un terme à la French-China Foundation qui, lancée en grandes pompes en 2013, avait notamment compté parmi ses *fellows* **Emmanuel Macron** et **Édouard Philippe**. Signe des temps, elle sera remplacée par une French-Asian Foundation, destinée à opérer une bascule de la Chine vers l'Indopacifique. Son lancement, le 16 mai prochain, est piloté par **Aurélien Lechevallier**, un très proche des Macron récemment promu à la direction de la mondialisation du Quai d'Orsay et par **Emmanuel Lenain**, ancien conseiller diplomatique d'Édouard Philippe, actuel ambassadeur de France à Delhi.

► Grand thuriféraire de la laïcité républicaine, l'ancien ministre de l'Éducation nationale **Luc Ferry** a prononcé le discours d'ouverture des *Rencontres pédagogiques nationales*, le salon de l'enseignement juif (essentiellement hors contrat) organisé le 15 janvier à l'Espace Rachi par le Fonds social juif unifié, l'Institut Moshe Ahrend et le Centre national de pédagogie juive.

► Bombe à retardement. Citant les contrats Pfizer négociés directement par la présidente de la Commission européenne **Ursula von der Leyen** par SMS avec le PDG de Pfizer **Albert Bourla**, un rapport de Global Health Advocates pointe « l'influence démesurée » des intérêts privés sur « les décideurs européens pendant la pandémie, ce qui a entraîné un manque de transparence sur les contrats de vaccins financés par des fonds publics. »

PORTRAIT

>>(suite de la page 2)

Pour relancer *Hara-Kiri*, **André Bercoff** s'est appuyé sur le producteur **Paul Lederman**, le raider franco-libanais **François Gontier**, l'universitaire **Jean-Louis Vullierme** et **Kareen Hechter-Lazar**, la fille du couturier **Daniel Hechter**. « Si ces gougnafiers veulent lancer un journal, ils n'ont qu'à trouver un titre, bon Dieu ! » s'emporte **François Cavanna** (*Libération*, 7 mars 2000) qui assigne Bercoff en justice. Soutenu par l'équipe historique de *Hara-Kiri* (à l'exception du **professeur Choron**), François Cavanna est reconnu créateur et propriétaire du titre et l'aventure Bercoff s'arrête après quatre numéros jugés médiocres.

Dernièrement, cette ambition contrariée de devenir un patron de presse a ressurgi quand **Christian Latouche** (Fiducial) a envisagé de vendre *Sud Radio*. Un épisode survenu à la suite du départ de son lieutenant, **Didier Maïsto**, dans le sillage de l'affaire **Étienne Chouard** venue s'ajouter à un bras de fer interminable avec Médiamétrie. Tout en restant en retrait, André Bercoff, animateur vedette de l'antenne depuis 2016, a semble-t-il joué un rôle important dans les tractations qui s'en sont suivies, caressant sans doute le rêve d'avancer sur des synergies poussées avec *France Soir*, le titre repris par l'homme d'affaires **Xavier Azalbert**. Un partenariat qui aurait permis de créer *de facto* un groupe intégré de médias alternatifs au sein duquel André Bercoff aurait joué un rôle central. Le projet est aujourd'hui enterré et *France Soir* reste un titre maudit dans le parcours d'André Bercoff. Il en avait pris la direction en octobre 2003, quelque mois avant une énième revente, un dépôt de bilan, le tout sur fond de brouille avec **Jean-François Kahn** qui lui avait permis de rebondir comme éditorialiste à *L'Événement du jeudi* après l'échec de la relance de *Hara-Kiri*.

Omar Guendouz et Michel Houellebecq

Au début des années 1990, André Bercoff vit l'apogée de sa carrière à la télévision. Après s'être essayé à la production d'émissions (*Passions*), à l'écriture de sketchs avec **Stéphane Collaro** et avoir été conseiller à la direction des programmes de *TF1* (1982-1984), il a véritablement gagné en notoriété en présentant *Ça vous regarde* sur *La Cinq* en 1991. C'est dans ce cadre qu'il s'est lié avec **Omar Guendouz**, éducateur en Seine-Saint-Denis d'origine algérienne, devenu « fixeur » pour les médias, c'est-à-dire intermédiaire entre les banlieues de non-droit et les journalistes. Informations, contacts, stupéfiants : tout transite entre les mains d'Omar Guendouz auquel ont recours nombre de personnalités, de **Bernard Tapie** à **Yan Morvan** en passant par **Mathieu Kassovitz**. Signe de la proximité entretenue avec Omar Guendouz, décrit comme un manipulateur pervers, arriviste et « fasciné par le milieu de la délinquance », André Bercoff sera « son témoin de moralité » en 2003, lors de son procès pour le meurtre sauvage d'un automobiliste en 1995.

En parallèle de sa carrière dans la presse et les médias, André Bercoff a tracé son sillon dans l'édition, successivement comme directeur littéraire des éditions Belfond (1973-1977) et Encre (1979), éditeur chez Robert Laffont (où il fut le premier éditeur d'**Alain Soral**), Albin Michel, Plon et Michel Lafon. Il a lui-même signé un, deux voire trois livres par an depuis 1974 (64 ouvrages parus à ce jour, sur des sujets pour le moins hétéroclites : *Mémoires de palaces : un tour du monde des hôtels mythiques*, *Le George V : les 4 saisons du bonheur*, *Raffarinades/Apprenez à parler le Jean-Pierre*, *Réjouissez-vous, Anthologie de la poésie érotique*, *Comment ils ont tué Tapie ou le flambeur flambé*, etc.). Auteur, éditeur mais également critique littéraire, il manquera de se battre en public avec **Michel Houellebecq** sous les yeux médusés de **Kirk Douglas** au Festival du cinéma américain de Deauville en 1999. Un an plus tôt, Bercoff avait assassiné dans *Paris Match* son deuxième roman, *Les Particules élémentaires*.

Son statut de personnalité en vue du Tout-Paris de la presse, des médias et de l'édition est consacré par sa présidence de l'Association des journalistes du Press Club de France (2004-2008), soutenu par un bureau exécutif composé de **Didier Adès**, **Christian Brincourt**, **Romain Desarbres**, **Patrice Drevet**, **Florence Duprat**, **Éric Giacometti**, **Damien Givelet**, **Thierry Guerrier**, **Michaël Darmon**, **Olivier Galzi**, **Christine Kelly** et **Bernard de La Villardière**. « À la fois maison des journalistes et plateforme de débats, de rencontres et de services pour les entreprises », ce club de 2000 membres mêle, non sans une connivence certaine, journalistes, grandes entreprises (Areva, Axa, EDF, IBM, etc.) et municipalités (le Issy-les-Moulineaux d'**André Santini**, le Nice de **Christian Estrosi**, etc.). Sous l'égide d'André Bercoff, le Press Club de France accueillera les interventions d'**Ariel Sharon**, de **Jean-Marie Messier** ou encore d'**Élisabeth Guigou**…

Loin de l'ambiance « dissidente » des « médias alternatifs », André Bercoff est également membre du jury du prix *Bristol des Lumières* où il côtoie pêle-mêle **Olivier Poivre d'Arvor**, **Christophe Barbier** ou encore **François de Closets**. Doté de 5 000 euros, organisé en partenariat avec *France Culture* et la maison Baccarat, ce prix récompense depuis 2015 l'auteur d'un essai s'inscrivant dans la lignée de la philosophie des Lumières. Le jury est présidé par un vieux complice d'André Bercoff, un certain **Jacques Attali**.

Proche de Jacques Attali et des Radicaux de gauche

En 1983, deux ans après l'arrivée des socialistes au pouvoir, sortent chez Fayard deux brûlots prétendument signés par un « grand dirigeant de la droite » sous le pseudonyme de « **Caton** » : *De la reconquête : pour vaincre la gauche, il faudra se débarrasser de la droite* et *De la renaissance*. Modèle de coup de pub et de coup politique – les marques « Reconquête » et « Renaissance » ont fait florès, étant respectivement exploitée par **Éric Zemmour** et **Emmanuel Macron** – ce succès de librairie enflamme Paris et alimente les rumeurs quant à l'identité de l'auteur. La liste des suspects s'étire de **Raymond Soubie** à **Gabriel Matzneff** en passant par **Serge July** et **Alain de Benoist**.

Mais derrière ces pamphlétaires qui « critiquent la gauche tout en sulfatant son propre camp » se cachent en réalité trois hommes : André Bercoff, son « vieux copain » Jacques Attali, connu en 1975, du temps où ce dernier était le bras droit de **Guy de Rothschild** au Fonds social juif unifié (FSJU), et un jeune énarque qu'Attali a recruté à l'Élysée : **François Hollande**. Encore inconnu, François Hollande est chargé de la promotion radiophonique, André Bercoff ne pouvant intervenir sur les ondes sans être « détronché » par ses confrères : « **Elkabbach** et **Levaï** m'auraient reconnu » (*Le Monde*, 14 avril 2017).

PORTRAIT

Quand la vérité est graduellement révélée, il s'avère qu'**André Bercoff** est le mystérieux « **Caton** ». Il s'est en fait très largement inspiré de *Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie* publié en 1975 par le situationniste **Gianfranco Sanguinetti**, mais aussi de travaux édités par le GRECE. Mais c'est bien **Jacques Attali** qui fut à l'initiative de cette « opération de déstabilisation politique », en accord avec le président de la République **François Mitterrand,** Bercoff et **Fançois Hollande** n'étant que des exécutants. Des années après, André Bercoff retentera le coup du pamphlet politique sous pseudonyme en offrant ses services à **Corinne Lepage** pour médiatiser sa candidature écologiste à la présidentielle de 2007 mais l'affaire fera long feu et l'ancienne ministre se ralliera finalement à **François Bayrou**…

À cheval entre la publicité, la communication politique et le journalisme, André Bercoff crée, en 1986, Cogite, une « coopérative d'agitateurs d'idées » chargée de « formuler des projets exploitables commercialement à l'intention des médias, des municipalités, des annonceurs et des hommes politiques » regroupant notamment le communicant **Lionel Chouchan**, mais aussi **Bernard Kouchner** ou le producteur de télévision **Marcel Jullian**. La même année, il organise le mouvement Allons z'idées pour « rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans la démarche et les idées de **Jack Lang** », son ami : « On raconte que c'est à Bercoff que Jack Lang doit sa nomination au ministère de la Culture » (*Franc-Tireur*, 15 juin 2022). Parallèlement, il a été le premier biographe, le nègre, l'éditeur, et sans doute le conseiller en communication de **Bernard Tapie** dont il fera plus tard une tête d'affiche de son projet de reprise de *Hara-Kiri*, arguant, face aux critiques : « Tapie, oui, et alors ? Aujourd'hui, il est bien plus harakirien que Cavanna. Il fait davantage que lui contre le Front national » (*Libération*, 7 mars 2000).

En 1990, c'est le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) qui s'offre les services de Bercoff pour « assurer sa communication » (il est alors question de réécrire l'ouvrage sur la Corse d'**Émile Zuccarelli**, président du MRG et futur maire de Bastia) via la société Elda Productions (devenue Bercoff Productions) qui « vend idées, observation de tendances, organisation de colloques et éditions de brochures ». Sa proximité avec le PRG s'est poursuivie dans le temps. Son nom est encore apparu, en 2013 à Toulouse, au sein du « comité de soutien » d'**Alexandre Marciel**, président du Cercle PRG, aux côtés de **Jean-Michel Baylet**, d'**Antonio Güell**, de **Françoise Laborde** et du chanteur **Pierre Perret**, dans le cadre d'un accord régional entre le PS et le PRG.

Quant à sa proximité avec Jacques Attali, elle ne s'est jamais démentie, les deux gravitant aujourd'hui dans le giron de la galerie d'art 55Bellechasse, fondée en 2013 par **Bertrand Scholler** (un ancien de la Banque Lazard), destinée à « repenser et réhumaniser le marché de l'art, sans négliger la place de l'argent ». Dans un autre registre, André Bercoff fut, en 2008, l'intervenant principal (aux côtés d'**André Azoulay** et de **Latifa Akharbach**) du premier Forum euro-méditerranéen, organisé à Tanger (Maroc) dans le sillage la plaidoirie de Jacques Attali à l'UNESCO en faveur d'une Union pour la Méditerranée…

L'identitaire

L'animation de ce « Davos attalien de la Méditerranée » n'empêche pas André Bercoff de participer, en 2010, à une « réunion très privée » donnée en France en l'honneur de **Bat Ye'or**, *pasionaria* « néocons », pourfendeuse de la dhimmitude et de l'Eurabia. Entre-temps, André Bercoff a approché *Riposte Laïque* ainsi qu'*Enquêtes & Débats*, le site Internet de **Jean Robin** pour lequel il a signé, en 2009, la préface de son ouvrage sur **Alain Finkielkraut** *La Position du missionnaire*. Se disant « intéressé par les nouvelles alliances qui se nouent contre l'islamisation », il signe *Apéro saucisson-pinard. L'Islam : un débat qui rassemble !* un livre d'entretiens avec **Pierre Cassen**, **Christine Tasin** (*Riposte laïque*) et **Fabrice Robert** (Bloc identitaire) publié par l'essayiste **Slobodan Despot** chez Xenia.

Collaborateur à *Valeurs actuelles*, *Boulevard Voltaire* (lancé par les époux **Ménard**) et au *FigaroVox*, il anime, depuis 2016 sur *Sud Radio, Bercoff dans tous ses états*, véritable sas de décompression du politiquement correct de droite comme de gauche, laissant s'exprimer une parole alternative sur les Gilets jaunes, le Covid 19 ou le conflit en Ukraine. S'il n'hésite pas à louer **Manuel Valls** (« Je ne comprends pas qu'on ait laissé les problèmes d'identité à la droite, Valls fait preuve de bon sens, c'est encore l'exception », *jdd.fr*, 31 mai 2016) ou **Éric Zemmour** (« Aujourd'hui, il y a deux idéologies qui font sens : celles de Macron et de Zemmour », *Franc-Tireur*, 15 juin 2022), on note qu'il s'est toujours tenu à distance du Rassemblement national, « Marine Le Pen est trop protectionniste. Sortir de l'Euro serait une véritable aberration » (*jdd.fr*, 31 mai 2016).

Cette approche de la droite identitaire, puis des médias de réinformation, n'a jamais entraîné de rupture radicale avec son milieu d'origine, et encore moins d'autocritique sur son parcours et ses engagements. Cette évolution ne serait-elle qu'une posture parmi tant d'autres, un masque de plus pour celui qui se revendique polymorphe ? Ce repositionnement public s'est d'ailleurs accompagné d'une sortie du bois dans son engagement au sein de la communauté juive…

Proche de longue date de **Gilles-William Goldnadel** (avec qui il a lancé l'éphémère média Internet *La France libre*), il participe régulièrement aux « œuvres » du Keren Kayemeth LeIsrael (KKL) qui achète des terres en Palestine occupée. On le voit, dans une vidéo circulant sur Internet, s'époumoner aux cris d'*Israël vivra, Israël vaincra*, lors d'un voyage en terre promise en 2015. En décembre 2016, il intervient devant la Fondation France-Israël pour un échange avec l'ambassadeur d'Israël en France au sujet de **Donald Trump**. En février 2017, on le retrouve devant la section marseillaise du CRIF. En 2019, il joue le modérateur au colloque de l'Union des patrons et des professionnels juifs de France (UPJF) sur le thème *Le vrai combat contre l'antisémitisme : et maintenant… Quelles sanctions ?*

Un thème qui éclaire sa déclaration au *Monde* (20 septembre 1992) : « Sur le plateau, mon rôle est d'empêcher toute dérive. Car si notre désir est de libérer la parole, il n'est pas d'encourager la parole sauvage et de faire de la démagogie populiste. »

ÉTRANGER

Olaf Scholz et l'« allié » américain

« L'OTAN sert à garder les États-Unis dedans, les Soviétiques dehors, les Allemands sous contrôle » expliquait Lord **Hastings Ismay**, premier secrétaire général de l'OTAN (1952-1957). Soixante ans plus tard, rien n'avait changé. Dans son discours prononcé le 23 février 2015 au Chicago Council on Global Affairs, **George Friedman**, le fondateur de Stratfor (la « CIA fantôme »), professait: « La priorité des États-Unis est d'empêcher que les technologies et le capital allemands s'unissent avec les ressources naturelles et la main-d'œuvre russe pour former une combinaison invincible ». Depuis la visite d'**Olaf Scholz** le 7 février 2022 aux États-Unis, quelques semaines avant l'entrée des Russes en Ukraine, et, plus encore, depuis le sabotage des gazoducs *Nord Stream*, toutes les bases sur lesquelles reposait la prospérité économique allemande ont été sapées par la politique américaine en Europe sous couvert de défense de l'Ukraine. Se plier à la stratégie américaine revient pour l'Allemagne à accepter une réactivation, *de facto*, du *Plan Morgenthau* et à se suicider. Refuser signifierait une accélération significative du bouleversement en cours de l'ordre international. C'est pourquoi l'action d'Olaf Scholz concentre toute l'attention. Une situation parfaitement symbolisée par la photographie historique le montrant bras croisés, sermonné par ses « alliés » occidentaux, le 17 novembre dernier, lors du sommet du G20 à Bali (Indonésie).

Les Grünen, les États-Unis et la Chine

Sur le plan intérieur, **Olaf Scholz** est pris en étau entre les intérêts des industriels allemands et ceux de ses alliés dans la coalition, les *Grünen*. Dans leur rôle de faiseurs de rois, les *Grünen* sont apparus ces vingt-cinq dernières années comme un pilier de l'influence américaine outre-Rhin, depuis la « coalition Rouge-Vert » et l'entrée en guerre de l'Allemagne au Kosovo du temps de **Joschka Fischer**, jusqu'à la pression ayant conduit à l'abandon du nucléaire par **Angela Merkel** en 2011 dans un calcul bassement électoraliste. Cette fois, c'est le ministre de l'Économie et du Climat **Robert Habeck** et la ministre des Affaires étrangères **Annalena Baerbock** qui incarnent le dispositif. En première ligne, cette dernière ne fait pas mystère de ses affiliations: *Young Global Leaders*, Atlantik-Brücke, European Council on Foreign Relations, etc. « Elle ne veut plus d'une politique extérieure rythmée seulement par les intérêts économiques du pays. [...] [Sa] ligne dure rejoint celle du président américain **Joe Biden** » (*L'Express*, 20 mai 2021). Apôtre de la « diplomatie des valeurs », Annalena Baerbock a publiquement tancé Olaf Scholz avant son voyage officiel à Pékin au début du mois de novembre, reprenant la rhétorique américaine pour qualifier la Chine de « rival systémique ». Mais Olaf Scholz semble être passé outre, comme en témoigne le communiqué de l'agence de presse chinoise *Xinhua* (4 novembre 2022), qui, sur un ton diplomatique, recoupe les informations du journaliste brésilien **Pepe Escobar**: « Olaf Scholz s'est rendu à Pékin essentiellement pour établir les étapes préparatoires à l'élaboration d'un accord de paix avec la Russie, avec la Chine comme messager privilégié. [...] Les industriels allemands qui contrôlent réellement l'Allemagne ne vont pas rester les bras croisés en se voyant détruits » (*ZeroHedge*, 6 novembre 2022).

La RDA, les chars et l'armée

Dans cette stratégie de contournement du découplage entre Berlin et Moscou, **Olaf Scholz** est en butte à de fortes pressions matérialisées par deux enquêtes financières, dont l'une concernant son mandat de maire de Hambourg, port où les investissements chinois ont suscité l'ire des relais de Washington qui ont accusé le Chancelier de « faire de la politique étrangère comme un commerçant » (*Foreign Policy*, 31 octobre 2022). Dans la même veine, alors qu'il retardait la livraison de chars à l'Ukraine, Olaf Scholz s'est vu rappeler son passé par *Politico* (25 janvier 2023), notamment ses nombreuses visites en RDA tout au long des années 1980, à l'époque où il s'agissait, pour l'aile gauche du SPD, d'empêcher les États-Unis de stationner des missiles nucléaires de moyenne portée en Europe.

Si la presse a abondamment traité le démantèlement du vrai-faux complot des *Reichsbürger* au début du mois de décembre, peu d'attention a en revanche été portée à d'autres signaux faibles bien plus significatifs. À commencer par la démission, fin janvier, du chef de la marine allemande, le vice-amiral **Kay-Achim Schönbach**, après ses déclarations publiques sur le fait que la Crimée était factuellement perdue pour l'Ukraine et que les préoccupations russes en matière de sécurité devaient être traitées avec « respect » (intervention à l'Institut Manohar Parrikar, le think tank indien de la Défense, le 21 janvier 2023). Autre signe de la fronde qui couve, le général de la *Luftwaffe* **Harald Kujat**, qui fut chef d'état-major de la *Bundeswehr* (2000-2002), puis président du Comité militaire de l'OTAN (2002-2005), a dénoncé en substance un nouveau « coup de poignard dans le dos »: « Je trouve particulièrement ennuyeux que les intérêts de sécurité allemands et les dangers pour notre pays posés par une expansion et une escalade de la guerre reçoivent si peu d'attention. Cela montre un manque de responsabilité ou, pour utiliser un terme démodé, une attitude hautement antipatriotique » (*Overton Magazin*, 20 janvier 2023).

ÉTRANGER

▶ À Washington, le parti de la guerre emmené par le secrétaire d'État **Antony Blinken** (cf. notre dossier sur WestExec paru dans le numéro 507 de *Faits & Documents)* s'est livré à une importante offensive, convoquant **Condoleezza Rice**, secrétaire d'État de l'administration Bush (2005-2009) et **Robert M. Gates**, ancien patron de la CIA (1991-1993), secrétaire à la Défense des administrations Bush et Obama (2006-2011) pour réaffirmer l'« urgence » d'« augmenter spectaculairement les fournitures et des capacités militaires » car « le temps ne joue pas pour l'Ukraine » (*Washington Post*, 7 janvier 2023).

✋ Symbole de l'état d'esprit qui prévaut à Washington, cette tribune est intervenue en réponse à la défiance et aux mises en garde qui se multiplient dans l'armée américaine dont l'amiral **Mike Mullen**, plus haut commandant militaire des administrations Bush et Obama, s'est fait le porte-parole en exprimant, dès l'automne, la nécessité de passer aux négociations et de « reculer un peu et de faire tout ce que nous pouvons pour essayer de nous mettre à table pour résoudre ce problème » (*This Week*, *ABC*, 8 octobre 2022).

✷ Autre signe de cette opposition de l'armée à la doctrine Blinken, les propos d'**Andrew Milburn**, colonel des *Marines* et PDG de la société militaire privée Mozart (constituée pour faire contrepoids à Wagner) admettant « ne pas être un grand fan de l'Ukraine », décrivant une « société corrompue » avant d'accuser les soldats ukrainiens de « tuer des mecs qui se sont rendus » et de commettre des « atrocités » (cité par *Newsweek*, 27 décembre 2022).

▶ En Ukraine, le gouvernement a commencé à imploser avec le départ fracassant du très médiatique **Aleksey Arestovich**, un des plus proches conseillers de **Volodymyr Zelensky**, jusqu'alors chargé de la propagande militaire à destination de la population civile ukrainienne et présenté, il y a quelque mois, comme l'« incarnation, à lui seul, de cet optimisme inoxydable des Ukrainiens » (*Le Parisien*, 5 décembre 2022).

✷ Poussé à la démission le 17 janvier pour avoir affirmé trois jours plus tôt que la frappe aérienne ayant tué plus de 40 civils dans un immeuble de Dnipro était due à un tir de la DCA ukrainienne (et non pas à un missile russe), **Aleksey Arestovich** s'est lâché au cours d'un entretien totalement explosif à *Alpha Média* (20 janvier) : « Si les gens pensent que nous allons gagner la guerre à coup sûr, je tiens à dire que c'est très peu probable. Depuis le 14 janvier, ce n'est plus le cas. »

✷ Décrivant **Volodymyr Zelensky** comme une « personne faible » guidée par « la petite vanité et la peur », **Aleksey Arestovich** a balayé la propagande occidentale en expliquant que, lors de la première phase de leur intervention, les Russes « ne voulaient tuer personne », l'opération militaire ayant été conçue pour éviter toute effusion de sang : « Ils ont essayé de mener une guerre intelligente. Une opération spéciale élégante, belle et rapide comme l'éclair, où des gens polis ont éliminé les rares qui ont résisté, sans causer de dommages ni à un chaton ni à un enfant. Et ils ne les ont même pas éliminés, mais leur ont proposé de se rendre, de changer de camp, de comprendre, etc. Ils ne voulaient tuer personne. Ils voulaient simplement que la capitulation soit signée. »

▶ La grande presse se garde de rappeler que le principal pays d'accueil des réfugiés ukrainiens est… la Russie avec quelque 2,8 millions de réfugiés (soit 35% des effectifs), loin devant la Pologne (1,6 million, 19%), l'Allemagne (un million, 13%) et la République tchèque (490000, 6%), selon les chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

▶ Europe de la défense. Le Danemark est entré en négociation avec l'israélien Elbit Systems pour remplacer ses canons *Caesar* fabriqués par le groupe français Nexter.

▶ Ancien chef du Comité militaire de l'OTAN (2015-2018), affilié à l'antenne « Central Europe » de l'Aspen Institute, **Petr Pavel** est élu président de la République tchèque, ayant battu l'ancien Premier ministre **Andrej Babis**, accusé de complaisance vis-à-vis de Moscou.

✷ Novlangue. Une note interne de la police berlinoise, révélée par le quotidien *Bild*, liste les mots « appropriés » pour un « usage linguistique sensible à la discrimination ». Les forces de l'ordre doivent désormais employer le qualificatif de « ouest-asiatiques » pour désigner les Turcs ou les Syriens, tandis que le terme (déjà largement abusif) de « réfugié » est banni au profit de « personne en quête de protection ».

▶ En réponse aux dernières sanctions de l'Union européenne et du Royaume-Uni, Téhéran a inscrit vingt-cinq individus et entités à sa liste des « soutiens au terrorisme et à des groupes terroristes », dont **Anne Hidalgo**, **Bernard-Henri Lévy**, **Gilbert Mitterrand** (président de la Fondation Danielle Mitterrand-France Libertés), trois responsables de *Charlie Hebdo* dont le rédacteur en chef **Gérard Biard**, ainsi que *Radio J* et l'association European Friends of Israel, un lobby pro-israélien à Bruxelles.

KIOSQUE

▶ Goût pour l'inauthentique. L'Association des élèves officiers de Police a été très fière d'annoncer que la soirée de gala de sa 27e promotion serait animée par **Patrick Bruel**.

▶ Climat tendu au Groupe La Dépêche du Midi où un plan de départs volontaires visant 45 postes au *Midi libre* a été annoncé après que les actionnaires - c'est-à-dire essentiellement la famille **Baylet** - se sont versé 1,5 million d'euros de dividendes pour le deuxième semestre de 2022.

✋ Après un ouvrage sur le décès de son père, un deuxième sur le décès de son frère, **Jérôme Garcin**, chef du service *Culture* de *L'Obs* et animateur du *Masque et la Plume* sur *France Inter*, récidive avec le décès de sa mère, révélant au passage la conversion au judaïsme de son fils aîné, **Gabriel Garcin**, par ailleurs *executive director*, chargé des investissements alternatifs chez UBS France.

✷ Heures les plus sombres. Au détour d'un entretien au *Monde* pour promotionner son autobiographie, le comédien **Gérard Darmon** raconte que son père, **Henri Messaoud Darmon**, a passé l'Occupation sur la base aérienne de Brétigny comme chauffeur de la *Wehrmacht*.

▶ **Jean-Louis Debré** (président) et **Annette Wieviorka** (vice-présidente) sont renouvelés à la tête du Conseil supérieur des archives.

▶ Le riche contenu du « blog inofficiel » de **Robert Faurisson** supprimé par Google le 21 octobre dernier (anniversaire de son décès) est de nouveau consultable à l'adresse *robert-faurisson.com*.

✋ Ça eut payé… Comme l'érosion de la presse s'accélère, toujours plus de journalistes se tournent vers la communication institutionnelle ou « corporate » et le conseil en management: **Enguérand Renault**, rédacteur en chef *Médias et Technologies* du *Figaro*, passe chez Image 7, **Marc Landré**, responsable *Économie-France* du *Figaro*, passe chez Sia Partners et **Pascal Ferré**, ancien rédacteur en chef de *France Football* (responsable de son prestigieux *Ballon d'or*) rejoint le PSG en tant que responsable de la communication sportive, un poste occupé jusqu'en 2021 par **Jérôme Touboul**, un ancien de *L'Équipe*. Au PSG, Pascal Ferré retrouve **Julien Maynard**, un ancien de *TF1* recruté au poste de responsable des relations presse de l'équipe première du club.

✷ Puritanisme *Woke*. *Facebook* et *Instagram*, les réseaux sociaux contrôlés par **Mark Zuckerberg**, ont annoncé que serait levée l'interdiction des clichés seins nus, mais uniquement pour les transgenres et les « non binaires ».

▶ Ok Boomer. Plus de quinze après avoir coulé *Libération*, **Serge July** (80 ans) y effectue son grand retour comme éditorialiste.

▶ Jadis soulevé par **Roland Dumas**, le philo-américanisme d'**Edwy Plenel** ne s'est jamais démenti. Dans son dernier opus, *L'Épreuve et la contre-épreuve* paru chez Stock, celui qui avait déjà appuyé l'agression de la Serbie par l'Alliance atlantique écrit: « Contrer militairement l'agression russe oblige, en l'état actuel des rapports de force, à composer avec l'OTAN. […] L'impérialisme russe ne nous laisse pas le choix ».

▶ **Marion Maréchal** a été priée de reporter de juin à septembre 2023 la sortie de sa revue trimestrielle, priorité ayant été donnée chez Reconquête! à la sortie du nouvel essai d'**Éric Zemmour** dont beaucoup redoutent en interne qu'il ne se résume à un règlement de compte sans autocritique ni examen de conscience.

✷ Dans son rapport sur *L'accessibilité des images d'abus pédosexuels sur Internet*, le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE) révèle « qu'un volume très important d'images d'abus pédosexuels et d'images préjudiciables ou violentes est mis à disposition sur les serveurs d'un FSÉ en particulier: le géant français des télécommunications Free, propriété du groupe Iliad [NDA: contrôlé par **Xavier Niel**] de Paris. »

▶ Étroitement pilotée depuis l'Élysée, la ministre de la Culture **Rima Abdul-Malak** a reconduit **Béatrice Salmon** à la direction du Centre national des arts plastiques en s'asseyant sur un rapport interne révélé par *La Lettre A* faisant état d'une « très forte verticalité dans le management […], facteur aggravant d'une situation largement dégradée », d'« état de troubles psychosociaux inquiétant» et d'un « épuisement des équipes ». Et ce, parallèlement à un déménagement à Pantin d'autant plus coûteux qu'il est sans cesse repoussé et à un signalement au parquet à la suite d'un rapport de l'Agence française anticorruption ayant conduit à une révision de l'organigramme du CNAP qui gère notamment le Fonds national d'art contemporain.

▶ Voix de son maître. Révélé par *Politico* (18 janvier), le déjeuner de l'Élysée où furent délivrés par **Emmanuel Macron** les éléments de langage répétés en boucle par la grande presse parisienne réunissait **Dominique Seux** (*Les Échos*), **Guillaume Tabard** (*Le Figaro*), **Yaël Goosz** (*France Inter*), **Benjamin Duhamel** (*BFMTV*), **Françoise Fressoz** (*Le Monde*), **Alba Ventura** (*RTL*), **Stéphane Vernay** (*Ouest France*), **David Revault d'Allonnes** (*JDD*) et **Cécile Cornudet** (*Les Échos*).

KIOSQUE

► Avec *L'Aigle et le léopard* (Perrin, 2023), **Éric Branca** livre une histoire inédite des liaisons dangereuses entre l'Angleterre et le IIIe Reich, entre les partisans de l'« apaisement » regroupés derrière **Neville Chamberlain** et de nombreuses figures de l'aristocratie britannique, voire même une partie de la famille régnante comme le roi **Édouard VII** et les tenants de l'ancienne « Entente cordiale » fédérés autour de **Winston Churchill** (432 pages, 23,50 euros).

► Chez Passés/Composés, sortie de *Charles Bonaparte* de **Michel Vergé-Franceschi**, une biographie du père de **Napoléon Ier**. Issu d'une lignée de notables aisés et instruits et dont la noblesse avait été confirmée par **Louis XV**, **Charles Bonaparte** fut un « père citoyen » très à la mode de la fin de XVIIIe siècle qui ne pouvait qu'engendrer « l'homme nouveau » issu de 1789 (préface de **Jean Tulard**, 352 pages, 22 euros).

► Chez Tallandier, sortie de *Baldur von Schirach. Des Jeunesses hitlériennes à la déportation des Juifs de Vienne* de l'historien autrichien **Oliver Rathkolb**, une biographie de **Baldur von Schirach** (1907-1974), chef des Jeunesses hitlériennes de 1931 à 1940 et *gauleiter* de Vienne de 1940 à 1945. Issu de la grande bourgeoisie prussienne, marié à la fille d'**Heinrich Hoffmann**, le photographe personnel d'**Adolf Hitler**, il finira toutefois par tomber en disgrâce en s'attirant les foudres de **Joseph Goebbels** et d'Hitler lui-même. Reconnu coupable de crimes contre l'humanité par le tribunal de Nuremberg, il sera condamné à vingt ans de prison (traduit de l'allemand par **Denis-Armand Canal**, index, 348 pages, 24 euros).

► Chez Ars Magna (BP 60426, 44004 Nantes Cedex 01 et www.editions-ars-magna.com) sortie de *Guerre et révolution en Espagne* de **Jacques Doriot**, un recueil inédit d'une vingtaine d'articles parus à l'été 1938 dans le quotidien *La Liberté*, passionnant témoignage sur la situation de l'Espagne nationaliste entre phalangisme et franquisme (182 pages, 28 euros).

► Chez le même éditeur, sortie de *Paneurope et fascisme*, un entretien du philosophe italien **Julius Evola** avec le révolutionnaire conservateur **Richard Nikolaus von Coudenhove-Kalergi**, précédé de deux petites études de **Valerio Benedetti** (*Au sujet du « Plan Kalergi »*) et d'**Arjuna Zaltanoune** (*Kalergi, l'homme le plus incompris*) montrant que le fameux « Plan Kalergi » repose en fait sur des citations non sourcées erronées prises hors de leur contexte (66 pages, 15 euros).

► Chez Kontre Kulture (https://kontrekulture.com), réédition de *La France contre les robots* de **Georges Bernanos**, un essai visionnaire – car publié en 1947 – sur les dangers de la société industrielle, une société dans laquelle le progrès n'est plus dans l'homme mais dans la machine et qui finira par abolir la liberté (115 pages, 14 euros).

► Chez Rivages, sortie d'*Un Homme heureux*, un recueil d'aphorismes du philosophe et écrivain roumain **Emil Cioran** excellemment mis en scène dans de courtes planches dessinées par **Patrice Reytier** (préface du poète écossais **Kenneth White**, 80 pages, 13,90 euros).

► Avec *La Révolution franciscaine* (Éditions des Cimes, 2022), l'historien **Philippe Prévost** nous présente l'histoire de cet ordre fondé par saint **François d'Assise** au XIIIe siècle et qui aura exercé une influence majeure dans les mutations du monde occidental (index, 187 pages, 14 euros).

► Aux éditions VersiPellis (2, rue des Chenevières des Prés, 10160 Maraye-en-Othe et versipellis10@gmail.com), sortie de *L'Éducation politique dans l'Armée rouge*, un petit texte des services de la SS à destination des officiers instructeurs sur la structuration de la formation politique au sein de l'Armée rouge telle qu'elle fut pratiquée pendant la Seconde Guerre mondiale dans lequel apparaît le concept novateur de « soldat politique » (traduit de l'allemand par **Edwige Thibaut**, 81 pages, 14 euros).

► Chez Nouveau Monde, sortie de *Fugitifs* de **Danny Orbach**, une histoire inédite des fugitifs nazis – échappés ou même protégés – devenus des trafiquants d'armes, des espions ou des informateurs, des agents parfois doubles voire triples pendant la guerre froide jouant donc un rôle crucial dans les luttes secrètes d'après-guerre (index, 472 pages, 22,90 euros).

► Le dimanche 23 avril 2023, de 10h à 18h, près de Cossé-le-Vivien (Mayenne), grande fête régionale du livre, de l'artisanat et des traditions organisée par **Roland Hélie** (Synthèse nationale), **Nathalie Joron** (*Nos chères provinces*) et **Philippe Randa** (*EuroLibertés*). Conférences de l'historien **Reynald Secher** sur le génocide vendéen et de **Bernard Germain** sur l'« écoloscroquerie » (inscription obligatoire au 0766764246 pour connaître le lieu exact, entrée 5 euros).

► Le samedi 15 avril 2023, de 10h à 19h, à la Maison de la Chimie (28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris), Xe colloque de l'Institut Iliade avec pour thème *Face au déclin anthropologique, vivre en Européen* (nombreux stands, entrée 15 euros).

POLITIQUEMENT INCORRECT

✷ Davos, les ovnis et la Terre plate. De la publication par la direction nationale du renseignement américain de son rapport sur les ovnis examinant quelque 510 phénomènes (plus du triple par rapport à l'édition précédente remise en juin 2021) et des allusions un peu lourdes de l'envoyé spécial américain pour le Climat **John Kerry** à Davos, définissant le Forum économique mondial comme un « groupe restreint d'êtres humains » réunis par une « force extraterrestre pour sauver la planète », il ressort l'esquisse d'une accélération prochaine de la « divulgation ovni ».

✋ Mise en lumière par le documentaire *Ovnis: une affaire d'États* diffusé sur *Canal+* en 2020, cette question sensible est sujette à toutes les manipulations. À l'image des pseudo-révélations de l'ancien directeur du programme spatial israélien **Haïm Eshed**, qui, en décembre 2020, affirmait doctement au *Yediot Aharonot* que les États-Unis avaient conclu, au sein d'une « fédération galactique », une alliance avec les extraterrestres concrétisée par l'installation d'une base secrète sur la planète Mars…

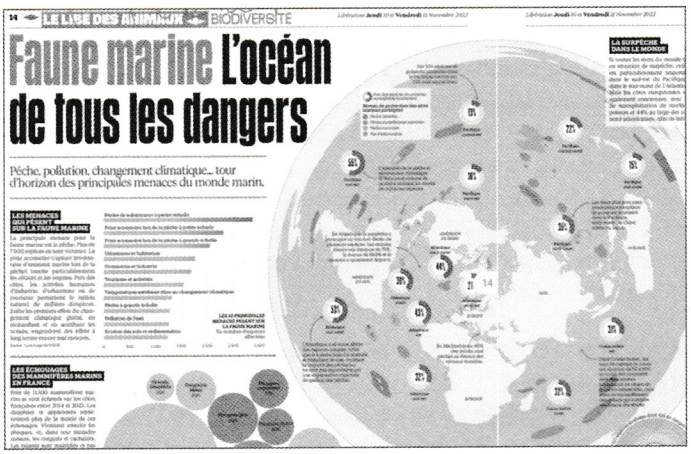
▶ Dès lors, il suffirait qu'une alerte relative à l'arrivée d'extraterrestres fuite opportunément du Pentagone dans le *Washington Post*, pour que les innombrables vidéos d'ovnis réels ou supposés circulant sur les réseaux sociaux fassent l'objet d'une couverture des chaînes d'information en continu (type « édition spéciale ») et que soit vendu le narratif « extraterrestre », les masses étant déjà conditionnées par le biais cognitif suggéré par les films hollywoodiens à savoir ovnis = extraterrestres venus de l'espace (tantôt sauveurs, tantôt hostiles).

▶ Si les liens entre le Parti démocrate et le lobby de la « divulgation ovni » au Congrès sont bien documentés (via les **Clinton**, **John Podesta** et **Laurance S. Rockefeller** comme nous le détaillions dans le numéro 408 de *F&D*) et que l'on comprend l'intérêt de ce narratif d'un point de vue mondialiste comme mise en œuvre ultime du mantra « problème global, solution globale », on remarque que cette divulgation faussée s'accélère parallèlement à un déréférencement par Google des contenus produits par les partisans de la théorie de la Terre plate qui a connu, depuis 2015, un nouvel essor aux États-Unis, puis en Europe.

▶ Objet de préoccupation du pouvoir, le taux de « platistes » est désormais systématiquement testé dans les enquêtes d'opinion comme dernièrement par la Fondation Jean Jaurès et la Fondation Reboot (cf. *Jeunes et réseaux sociaux*, 11 janvier 2023). Aussi, le regain d'intérêt pour la Terre plate est-il mis sur le compte d'un créationnisme de « bigot » et de son corollaire, l'ignorance. Et ce, souvent par les mêmes qui font semblant de ne pas voir que le symbolisme de leur Tableau de loge reproduit exactement le schéma de la Terre plate, avec en simultanéité, un soleil et une lune, deux luminaires de tailles équivalentes, arrimés à la voûte étoilée…

▶ De fait, l'effervescence autour de la Terre plate soulève des questions bien plus pertinentes que les pseudo-révélations de **Haïm Eshed.** Les « platistes » s'intéressent en effet au régime juridique unique de l'Antarctique, à la NASA, à son étonnante histoire et à son rôle réel, à l'étrange battage médiatique autour de **Thomas Pesquet** en particulier et des satellites en général (alors que 99,7% de l'Internet intercontinental passe par des câbles sous-marins et que les ballons dirigeables développés par les industries de défense volent toujours au-dessus de nos têtes dans l'indifférence générale), aux itinéraires empruntés par les avions de ligne que la carte de la Terre plate (reproduite sur le drapeau de l'ONU) justifie davantage que la projection de Mercator (celle du globe), etc.

▶ Quoi qu'il en soit, la carte de la Terre plate prend peu à peu la place de la projection Mercator dans nombre de publications, comme ici, sur une double page de *Libération* (10-11 novembre 2022) consacrée à la faune marine.


LE LIVRE DES ANIMAUX BIODIVERSITÉ

Faune marine L'océan de tous les dangers

Pêche, pollution, changement climatique… tour d'horizon des principales menaces du monde marin.

LES MENACES QUI PÈSENT SUR LA FAUNE MARINE

LES ÉCHOUAGES DE MAMMIFÈRES MARINS EN FRANCE

LA SURPÊCHE DANS LE MONDE

Faits & Documents, revue éditée par Faits & Documents, 13 bis avenue de La Motte-Picquet, 75007 Paris, France. Tél. 07 66 52 37 56
Directeur de publication : Xavier Poussard. Site internet : *faitsetdocuments.com* / Twitter : *@faitsetdocs*
© Faits & Documents 2023. Reproduction strictement interdite. Courriel : *contact@faitsetdocuments.com*
Mis en page par F&D Communication. Commission paritaire N° 1023I87151. ISSN 1268-5690. Imprimé par RPN, Tremblay-en-France.
Abonnement (18 numéros + 1 index) : 90 € / Soutien : 100 € / Étranger : 95 €